



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Inflation en France

Question écrite n° 14726

Texte de la question

M. Bryan Masson alerte M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur la poursuite de l'inflation en France et sur les différences remarquées face à ses voisins européens. En effet, selon les chiffres d'Eurostat, la France est le cinquième pays de la zone euro avec la plus forte inflation sur les prix à la consommation en décembre 2023. Avec une inflation sur les prix à la consommation de 4,1 % en décembre 2023, la France se place largement devant la moyenne de la zone euro avec une inflation à 2,9 %. Le discours officiel du Gouvernement explique que l'inflation va baisser, certes, mais une baisse de l'inflation n'entraîne pas une baisse des prix. Les ménages français continueront donc à payer leur alimentation au prix fort. De plus, la décision du Gouvernement dans son budget 2024 de rétablir la taxe intérieure de consommation finale sur l'électricité (TICFE) contraint une fois de plus les particuliers à se restreindre budgétairement face à une fiscalité qui fera augmenter de 10 % leur facture annuelle d'électricité. Que cela soit les groupes industriels, profitant de conflits mondiaux pour augmenter leurs prix et augmenter leurs bénéfices en temps de crise, ou encore l'État qui continue de taxer de façon déraisonnable le contribuable, la période de crise du pouvoir d'achat que le pays connaît actuellement ne pourra se régler qu'aux moyens de mesures fortes et efficaces. Ainsi, il souhaite savoir quelles mesures le Gouvernement compte entreprendre afin de combattre efficacement l'inflation et empêcher une nouvelle hausse des prix généralisée.

Données clés

Auteur : [M. Bryan Masson](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (6^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 14726

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : [Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique](#)

Ministère attributaire : [Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 janvier 2024](#), page 585

Question retirée le : 11 juin 2024 (Fin de mandat)